

Résolution présentée par la délégation du Myanmar

Thème	Agenda 2030 pour le développement durable
Concerne	Stimuler le développement et le commerce grâce à un financement indépendant
L'Assemblée Générale,	
Reconnaissant	l'idée ingénieuse de la Chine de vouloir relier les Nations et les développer à travers la création d'infrastructures devant favoriser et stimuler les échanges commerciaux avec son projet de « Nouvelle route de la soie »
Notant	toutefois que ce projet favoriserait certes le développement des pays concernés, mais qu'elle ne le ferait qu'en fonction de ses propres intérêts, confortant ainsi sa zone d'influence et étendant ainsi son contrôle,
Constatant	également que la Chine adopte une politique parfois agressive et expansionniste, incluant l'accaparement d'infrastructures avec sa politique de prêts comme par exemple au Sri-Lanka où le gouvernement ayant contracté un prêt chinois de 1,5 milliards de dollars pour construire un port géant à Hambantota et n'ayant pu rembourser ses dettes, faute de trafic maritime suffisant, a dû céder en 2017 l'ensemble du port à la Chine pour une durée de 99 ans,
Déplorant	des situations similaires dans d'autres pays comme au Pakistan où le gouvernement croule sous les dettes chinoises, lui devant déjà près de 6 milliards de dollars pour la construction de leur tronçon de la « Nouvelle route de la soie » et que la Chine a ainsi pris possession du port stratégique de Gwadar, donnant sur l'Océan Indien, pour une durée de 40 ans,
Inquiète	du fait que ce modèle pourrait s'étendre à d'autres pays, dépendants des crédits et fonds d'investissements chinois,
Convaincue	de la nécessité de trouver une alternative à ce projet de « Nouvelle route de la soie » qui puisse être profitable à tous les pays et qui soit déterminée démocratiquement par l'ensemble des Nations ici présentes,
Décide	de la création d'une commission supervisée par la Banque mondiale devant redéfinir les modalités de ce nouveau réseau d'infrastructures ; <ul style="list-style-type: none">- de mettre en place un fonds monétaire consacré à accorder des crédits aux pays en voie de développement pour la construction d'infrastructures, avec des montants et des taux d'intérêts raisonnables régulés selon leur capacité économique à pouvoir rembourser et leur permettant ainsi d'être moins dépendants aux fonds chinois et d'éviter qu'ils soient piégés par leur dette ;- de redéfinir la carte de ce réseau pour inclure des régions du monde non-prises en compte par le projet chinois comme l'Amérique du Sud et ainsi de favoriser les échanges à travers tous les continents pour stimuler le commerce international.

Le texte français fait foi.